

# COMPTE RENDU DE LA FS DU 27 NOVEMBRE 2025

Date : 27/11/2025  
Lieu : DDFIP 17

Une déclaration liminaire a été lue par la CGT, les organisations syndicales ont partagé le constat d'une dégradation globale des conditions de travail, alimentée par le nouveau calcul des ETP, la responsabilité pécuniaire, et une déréglementation croissante de la gestion des agents.

La déclaration liminaire a été validée par l'ensemble des organisations syndicales.

## 1. Point sur la sécurité incendie du CDFIP de Saintes (pour information)

Un exercice incendie réalisé le 19 juin 2025 a mis en évidence une défaillance du système d'alarme incendie. Un compte rendu a été établi le jour même et la société de maintenance a été contactée. Le dysfonctionnement provenait d'un court-circuit sur le câblage de la sirène. Dans l'attente de la réparation, un dispositif palliatif a été mis en place avec l'achat et le déploiement de sifflets dès le lendemain.

### Chronologie des interventions :

- 22 juillet 2025 : rétablissement partiel au R+2, échec au R+1
- Intervention prévue le 18 septembre, reportée au 16 octobre
- Nouveau report lié aux mesures d'empoussièremment (centrale située en zone bloquée)
- Intervention définitive prévue le 28 novembre 2025

Un exercice incendie a été réalisé le 26 novembre 2025. Deux agents ne sont

toutefois pas descendus, n'ayant pas entendu les sifflets et faute de passage des guides-files dans leur bureau. Il a donc été acté : la nécessité de renforcer le dispositif d'alerte, la mise en place de fiches de suivi nominatives pour s'assurer de l'évacuation complète, l'extension de ces mesures à tous les sites multi-services. Le médecin de prévention est intervenu concernant une situation de déficience auditive (agent absent lors de l'exercice). L'assistante de prévention a indiqué que les formations sécurité étaient toujours en cours.

*Nous avons, à travers une délibération, rappelé les faits et demandé le recours à un autre prestataire afin de réduire les délais d'intervention, la transmission systématique des comptes rendus après chaque exercice incendie.*

*Le Directeur a indiqué le doublement des systèmes d'alarme, avec généralisation des sifflets sur tous les sites.*

## 2. Traitement des aménagements de postes préconisés par le médecin du travail

Un travail d'identification des agents en situation de handicap est en cours afin d'assurer un suivi et de programmer les visites médicales nécessaires.

En septembre, tous les nouveaux arrivants ont bénéficié d'un rendez-vous avec le médecin de prévention. Il est rappelé que les agents peuvent saisir le médecin à tout moment.

## COMPTE RENDU DE LA FS DU 27 NOVEMBRE 2025

Les aménagements de poste relèvent du budget de la DDFIP, notamment via la Formation spécialisée.

Concernant les quatre refus d'aménagements de poste en 2024, la Direction indique qu'ils correspondent à : des refus des agents, des applications différées ou des contre-propositions.

Le médecin de prévention souligne une difficulté liée à la quantification des données, et rappelle que **l'absence de détails sur les situations individuelles relève du secret médical.**

La question du risque de désinsertion professionnelle en cas d'aménagement insuffisant est soulevée.

*Avis Solidaires Finances Publiques (pour information)*

*Nous avons relevé que : les refus présentés en 2025 concernent des situations de 2024, les documents transmis manquent de précision pour permettre un avis éclairé, cela démontre la nécessité de tout mettre en œuvre pour maintenir les agents dans l'emploi, le refus d'allègement de charge révèle des difficultés d'organisation des missions. Nous avons demandé à être informé au fil de l'eau, avec des éléments détaillés. La CGT et la CFDT s'associent à notre avis. Le Directeur indique qu'une réponse formelle sera apportée et précise qu'il continuera, le cas échéant, à refuser certains aménagements.*

### 3. Présentation du bilan télétravail 2024

Il a été rappelé que le télétravail pouvait être refusé en cas de : méconnaissance du poste, changement récent de fonctions, de grade ou de résidence administrative. Le télétravail exceptionnel ne peut être accordé qu'avec l'accord explicite de la Direction. La CFDT indique être dans l'attente d'un protocole départemental afin d'assurer un fonctionnement homogène.

### 4. Programmation des visites des sites pour l'année 2026

29 janvier : Rochefort

24 mars : Saint-Jean-d'Angély

22 septembre : Oléron (matin) et Marennes (après-midi)

*Avis favorable unanime des organisations syndicales.*

### 5. Suivi budgétaire FS - année 2025

Le solde disponible s'élève à 3 198 €.

Un retard de livraison est constaté :

Environ 18 000 € de commandes engagées restent en attente de livraison, les commandes doivent impérativement être livrées avant la fin de gestion.

Propositions de dépenses

brassards d'évacuation (Jonzac), commande de sifflets pour l'ensemble des services, bureaux réglables électriquement.

*Avis favorable à l'ensemble des demandes.*

*Concernant les casques téléphoniques, Nous avons émis une réserve : les casques*

## COMPTE RENDU DE LA FS DU 27 NOVEMBRE 2025

*commandés ne sont pas ceux utilisés dans les centres de contact, alors que des modèles plus performants existent, notamment en matière de protection acoustique, dans un contexte de montée en charge du flux téléphonique.*

*Nous avons donc proposé la mise en place d'un suivi auditif des agents concernés.*

### **6. Fiches de signalement, fiches navettes et accidents du travail**

Deux fiches de signalement non renseignées (site de Jonzac) ont donné lieu à deux lettres de mise en garde. Une recrudescence des fiches de signalement est constatée à Jonzac, avec des déclarations collectives au lieu de déclarations individuelles. Des difficultés sont également relevées dans les maisons France Services, notamment concernant : l'annulation des rendez-vous sans contact préalable avec le redevable, la formation des agents assurant l'accueil. Un audit de l'accueil physique et téléphonique est demandé. Trois nouveaux accidents du travail sont signalés, dont un encore en cours d'instruction.

### **7. Bilan du groupe de travail sur la sécurité des agents**

Mesures mises en place :

Téléphones avec dispositif d'alarme, mise à disposition de véhicules de service, surveillance renforcée en lien avec certaines procédures judiciaires et

contextes géographiques (monde agricole). Trois réunions ont permis d'aboutir à ces décisions.

Concernant l'anonymisation des dossiers : 3 procédures en 2024, 1 procédure en 2025, procédure jugée lourde, donc peu mobilisée. La Direction annonce la rédaction d'un guide, avec rappel des procédures lors des contrôles fiscaux.

**Aucune communication large ne sera faite sur ce guide.**

### **8. Questions diverses**

- SDIF / Taxe d'urbanisme : la Direction rappelle son obligation de s'expliquer auprès des tiers bénéficiaires.

- SGC La Rochelle : première phase du déménagement réalisée ; le SIP a été transféré les 20 et 21 novembre (hors bureau du chef de service). Le déménagement du SGC est prévu le 8 décembre, avec transfert concomitant de l'accueil.

- Marennes : sécurisation du hall achevée ; travaux à venir au SPFE (cloisons, sols), remplacement des néons par LED, devis sur les ouvrants, réfection de la salle de restauration et de la salle de réunion.

- Royan : sécurisation du hall prévue au 1er trimestre 2026 et création d'un chemin de fuite pour l'accueil.